

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1993-1994

21 OCTOBRE 1993

Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'élaborer une politique structurelle en vue de lutter contre les diverses formes d'exploitation sexuelle des mineurs d'âge

(Déposée par Mme Herzet et consorts)

DEVELOPPEMENTS

Les délits à caractère sexuel commis sur des mineurs d'âge occupent constamment, ces derniers temps, l'actualité judiciaire. Avec une malheureuse et inquiétante régularité, les cours d'assises comme les tribunaux correctionnels sont saisis de faits de mœurs, généralement aussi graves que répugnants, commis sur la personne de jeunes adolescents ou enfants, de l'un ou l'autre sexe, et parfois en fort bas âge: les viols d'enfants à partir de 4 ou 5 ans ne sont en effet pas très rares dans les annales judiciaires actuelles.

Si la lourdeur des sanctions infligées par les autorités judiciaires semble traduire de plus en plus fidèlement le sentiment d'écœurement profond que suscitent semblables faits au sein de l'opinion publique, les peines infligées ne semblent cependant pas avoir valeur d'exemple ou être suffisamment dissuasives pour empêcher la recrudescence de ce genre de faits déplorables.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1993-1994

21 OKTOBER 1993

Voorstel houdende instelling van een parlementaire onderzoekscommissie belast met de uitbouw van een structureel beleid ter bestrijding van allerlei vormen van seksuele uitbuiting van minderjarigen

(Ingediend door mevrouw Herzet c.s.)

TOELICHTING

De jongste tijd zijn seksuele misdrijven gepleegd op minderjarigen voortdurend aan de orde. Met een betreuwenswaardige en onrustwekkende regelmatigheid dienen de assisenhoven en de correctionele rechtbanken zich te buigen over zedenfeiten die meestal even erg als weerzinwekkend zijn en gepleegd werden op jonge adolescenten en soms op heel jonge kinderen van beide geslachten: verkrachtingen van kinderen van 4 of 5 jaar oud zijn immers niet zeldzaam in de huidige gerechtelijke annalen.

Hoewel de strafmaat die door de rechters gehanteerd wordt, een steeds trouwere weergave blijkt te zijn van de diepe afschuw die de publieke opinie voor dergelijke feiten voelt, lijkt de voorbeeldwerking of het afschrikkingseffect van de opgelegde straffen onvoldoende om de toename van dit soort betreuwenswaardige feiten te verhinderen.

L'exploitation sexuelle des enfants revêt bien entendu différentes formes: prostitution, pédophilie, commerce pornographique, ou «simple» acte isolé, sans oublier les relations incestueuses.

Selon certaines sources journalistiques, on citait, pour ce qui est de la prostitution, le nombre de 1 500 jeunes prestant des services sexuels contre rémunération; et c'était en 1988; en 1990, on estimait leur nombre entre 2 000 et 3 000.

Ces estimations n'offrent probablement qu'un pâle reflet de la réalité. Face à ces chiffres, du côté du parquet de Bruxelles, on annonçait ne répertorier que les seuls cas de flagrant délit de racolage sur la voie publique, soit une cinquantaine de cas par an.

Ce que nous pouvons connaître — et ce n'est vraisemblablement et malheureusement qu'une partie limitée de la réalité — de l'exploitation sexuelle des jeunes laisse pantois.

La prostitution des jeunes, ainsi qu'on vient de le voir ci-dessus, augmente d'année en année. Elle touche des adolescents de plus en plus jeunes (à partir de 8-10 ans), et atteint toutes les catégories sociales, autant les milieux «défavorisés» que les milieux «privilegiés».

A côté de la prostitution des jeunes adolescents, on a constaté également qu'il existe des réseaux de prostitution de très jeunes enfants tendant à l'utilisation de ceux-ci à des fins pornographiques.

Au cours de l'été 1987, un trafic international d'enfants a été découvert en Belgique. Des centaines de pédophiles, en provenance de divers pays y étaient impliqués. Des milliers de photographies pornographiques furent saisies à cette occasion: certaines d'entre elles mettaient en cause des enfants qui avaient à peine 6 ans.

Aujourd'hui, il existerait un véritable trafic de services sexuels entre les Pays-Bas et la Belgique: des enfants seraient amenés par minibus en Belgique, pour y passer la journée dans les milieux pédophiles, avant d'être ramenés en Hollande à la fin de la journée.

Les pratiques de pédophilie s'insinuent de plus en plus sournoisement dans les endroits fréquentés en masse par les jeunes: établissements d'enseignement, clubs sportifs, mouvements de jeunesse.

Dans le même temps, au nom de la liberté d'opinion, on tolère la publication et la diffusion de livres au contenu vraiment étonnant, comme par exemple *Mes amours décomposés*, d'un certain Gabriel Matzneff, qui raconte avec moult détails les plaisirs que l'on peut éprouver avec des gamines de 16 ans «louées» à la journée en France, ou encore avec des gamines et gamins de 9 à 12 ans aux Philippines.

De seksuele uitbuiting van kinderen neemt vanzelfsprekend verschillende vormen aan: prostitutie, pedofilie, pornohandel, de «gewone» losstaande daad, incestueuze relaties.

Volgens bepaalde journalistieke bronnen zouden 1 500 jongeren zich prostitueren tegen betaling. Dat cijfer, dat voor 1988 geldt, zou volgens schattingen voor 1990 tussen 2 000 en 3 000 liggen.

Dergelijke ramingen weerspiegelen waarschijnlijk slechts ten dele de werkelijkheid. Tegenover die cijfers staat dat het Brussels parket verklaart dat enkel de jongeren die op heterdaad betrapt worden bij het tippelen op de openbare weg, in de statistieken terechtkomen, d.w.z. een vijftigtal gevallen per jaar.

Wat wij van de seksuele uitbuiting van jongeren afweten — en dat is waarschijnlijk en jammer genoeg slechts een deel van de werkelijkheid — doet ons verstoeld staan.

Zoals hierboven reeds werd gezegd, neemt de jongerenprostitutie van jaar tot jaar toe. Steeds jongere adolescenten worden er het slachtoffer van (vanaf de leeftijd van 8 tot 10 jaar) en het fenomeen komt voor in alle lagen van de maatschappij, zowel bij de «gegoeden» als bij de «kansarmen».

Niet alleen jonge adolescenten prostitueren zich. Er werd ook vastgesteld dat er prostitutienetwerken bestaan waarin zeer jonge kinderen gebruikt worden voor pornografische doeleinden.

In de zomer van 1987 werd een internationale kinderhandel ontdekt in België. Honderden pedofielen uit verschillende landen waren daarbij betrokken. Duizenden pornografische foto's werden bij die gelegenheid in beslag genomen: sommige daarvan toonden kinderen die nauwelijks 6 jaar oud waren.

Vandaag zou er tussen Nederland en België een echte sekshandel bestaan: kinderen zouden in minibussen naar België gebracht worden om er de dag door te brengen in pedofiele kringen en zouden op het einde van de dag naar Nederland teruggebracht worden.

Pedofiele praktijken dringen steeds meer door tot plaatsen waar jongeren massaal samenkomen: onderwijsinstellingen, sportclubs, jeugdbewegingen.

Terzelfdertijd wordt, in naam van de vrije meningsuiting, de publikatie en de verspreiding gedoogd van boeken met een hoogst merkwaardige inhoud, zoals bijvoorbeeld *Mes amours décomposés* van de hand van ene Gabriel Matzneff, die met veel zin voor detail beschrijft hoeveel geneugten men kan beleven aan de omgang met meisjes van 16 die per dag «verhuurd» worden in Frankrijk of nog met meisjes en jongens van 9 tot 12 jaar oud in de Filipijnen.

Faut-il rappeler également que certaines annonces ou publications à apparence publicitaire ont pour but avoué de favoriser l'exploitation sexuelle infantine? Ce n'est un secret pour personne que certaines agences touristiques, ayant pignon sur rue dans notre pays, vantent et vendent les charmes d'un voyage dans le Sud-Est asiatique en mettant en évidence l'attrait des relations sexuelles avec des jeunes enfants de ces pays.

Enfin, pour clore une liste d'exemples qui n'est par ailleurs nullement limitative, ayons également présent à l'esprit ce que les procédures judiciaires mettent parfaitement bien en évidence: dans les affaires judiciaires mettant en cause un auteur de délits sexuels sur la personne de jeunes enfants, l'on retrouve quasiment toujours chez ces délinquants tout un assortiment de revues et/ou de cassettes vidéo pornographiques. Celles-ci étant normalement interdites, il est nécessaire de s'intéresser de plus près aux mécanismes commerciaux qui permettent de se les procurer aussi facilement dans notre pays, alors qu'elles peuvent servir à déclencher les envies sexuelles les plus viles chez certains de leurs lecteurs.

On le voit, l'exploitation sexuelle des mineurs d'âge revêt des formes aussi différentes que multiples. Ce phénomène ne fait pourtant, au fil des ans, que s'accroître et s'aggraver, ce qui doit lucidement nous faire conclure à de graves carences ou insuffisances, soit de notre arsenal législatif, soit de l'appareil judiciaire, soit des autorités de police.

Le même constat d'échec de nos méthodes législatives, judiciaires et policières actuelles a été fait, l'année dernière, à la Chambre des représentants, en ce qui concerne la lutte contre les réseaux internationaux de traite des femmes. Ce constat d'échec a amené la Chambre des représentants à voter la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'élaborer une politique structurelle en vue de lutter contre ce phénomène de traite des femmes.

Or, à l'évidence, l'exploitation sexuelle des mineurs d'âge, sous quelque forme qu'elle s'opère, est un phénomène tout aussi inquiétant et tout autant digne d'intérêt que le phénomène de traite des femmes. C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il s'indique, en cette matière également, d'étudier de manière approfondie l'ensemble des mécanismes qui rendent possible ou facilitent ces pratiques dégradantes d'exploitation sexuelle des enfants et adolescents.

La technique de la commission d'enquête parlementaire semble particulièrement bien appropriée à ce genre d'investigations: elle seule en effet permet d'appréhender une vision globale de l'ensemble des problèmes variés et multiples qui constituent le phénomène. Aucun cloisonnement de compétence ou d'ordre administratif ne limite son champ

Het is wellicht overbodig eraan te herinneren dat sommige advertenties of reclameblaadjes openlijk tot doel hebben de seksuele uitbuiting van kinderen aan te moedigen. Het is voor niemand een geheim dat sommige reisbureaus die in ons land te goeder naam en faam bekend staan, de aantrekkelijkheid van een reis naar Zuidoost-Azië aanprijzen en verkopen door te verwijzen naar de mogelijkheid van seksuele relaties met jonge kinderen van die landen.

Wanneer we ten slotte de lijst van voorbeelden — die geenszins limitatief is — willen afsluiten, moeten wij ons ook bewust zijn van wat in de gerechtelijke procedures duidelijk aan het licht komt: bij personen die terechtstaan wegens seksuele misdrijven op jonge kinderen, wordt bijna altijd een heel assortiment pornografische tijdschriften en/of videocassettes aangetroffen. Daar die in de regel verboden zijn, is het noodzakelijk dat men de commerciële mechanismen gaat onderzoeken die het mogelijk maken dat om het even wie in ons land zich die produkten kan aanschaffen, hoewel ze bij sommigen de laagste seksuele lusten kunnen opwekken.

Het blijkt dus dat de seksuele uitbuiting van minderjarigen vele en verschillende vormen kan aannemen. Dit fenomeen is in de loop der jaren evenwel nadrukkelijker aanwezig en erger geworden, wat ons moet doen inzien dat ons wettenarsenaal of ons gerechtelijk apparaat of ons politieapparaat ernstige leemten en tekortkomingen vertoont.

Het falen van de bestaande wettelijke, gerechtelijke en politionele methodes werd vorig jaar ook vastgesteld in de Kamer van volksvertegenwoordigers naar aanleiding van de strijd tegen de internationale vrouwenhandel. Die vaststelling heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers ertoe gebracht de oprichting goed te keuren van een parlementaire onderzoekscommissie die de opdracht kreeg een structureel beleid te ontwerpen om het fenomeen van de vrouwenhandel te bestrijden.

Het is duidelijk dat de seksuele uitbuiting van minderjarigen, ongeacht de vorm die ze aanneemt, een fenomeen is dat even onrustwekkend is als de vrouwenhandel en evenveel belangstelling verdient. Daarom achten wij het wenselijk dat ook in die aangelegenheid dieper wordt ingegaan op de mechanismen die vernederende praktijken zoals de seksuele uitbuiting van kinderen en adolescenten mogelijk maken en vergemakkelijken.

De techniek van de parlementaire onderzoekscommissie lijkt buitengewoon geschikt voor dit soort onderzoek: alleen een parlementaire onderzoekscommissie maakt het mogelijk een totaal beeld te krijgen van de gevarieerde en talrijke problemen die dit fenomeen meebrengt. Geen enkele regel van bevoegdheidsverdeling of van administratieve aard

d'investigation; en outre, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 40 de la Constitution et la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, semblable commission dispose des moyens d'accéder aux dossiers et de procéder aux auditions utiles.

La commission doit avoir pour mission de formuler, après son enquête, des recommandations permettant d'élaborer une politique structurelle globale efficace en vue de lutter contre les diverses formes d'exploitation sexuelle des mineurs d'âge. C'est dire que, dans son enquête, la commission devra nécessairement aborder tous les aspects du phénomène, non seulement les aspects policiers, judiciaires et législatifs, mais également, pensons-nous, les aspects médicaux. Il va de soi que certains délits sexuels commis sur des enfants résultent d'une grave déviance psychique de leurs auteurs: dans ces cas, il importe de rechercher s'il existe dans notre pays ou, au contraire, s'il faut créer une politique thérapeutique accompagnant efficacement les peines pénales classiques d'emprisonnement. D'un autre côté, il est clair pour tous que les enfants sexuellement abusés sont, outre les séquelles psychiques dont ils restent trop souvent définitivement atteints, les victimes toutes désignées pour la propagation du sida ou d'autres maladies sexuellement transmissibles. L'aspect médical ne peut donc être négligé dans le travail d'enquête de la commission.

Pour le surplus, une fois clairement posé l'objectif de la commission, celle-ci est composée et fonctionne de la manière habituelle. Toutefois, comme son champ d'investigation porte sur la situation désastreuse que réserve notre société à certains mineurs d'âge, il est érigé en principe que les travaux de la commission d'enquête se déroulent à huis clos, sauf décision contraire expresse de la commission.

Jacqueline HERZET.

*
* *

PROPOSITION

Article premier

Il est institué une commission d'enquête dont la mission est de formuler des recommandations en vue d'élaborer une politique structurelle globale efficace dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs d'âge.

beperkt haar onderzoeksterrein. Daarenboven beschikt een dergelijke commissie, krachtens de bevoegdheden die haar zijn toegekend door artikel 40 van de Grondwet en door de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek, over middelen om toegang te verkrijgen tot de dossiers en om de nodige hoorzittingen te kunnen organiseren.

De commissie moet tot taak hebben, na haar onderzoek, aanbevelingen te formuleren met het oog op de uitbouw van een algemeen structureel beleid waarmee de verschillende vormen van seksuele uitbuiting van minderjarigen effectief bestreden kunnen worden. Bij haar onderzoek zal de commissie zich dus moeten buigen over alle aspecten van het fenomeen, niet alleen over de politieke, gerechtelijke en wetgevingsaspecten maar ook — zo menen wij — over de medische aspecten. Het is duidelijk dat sommige seksuele misdrijven die gepleegd worden op kinderen, het gevolg zijn van een ernstige psychische afwijking van de dader: in die gevallen is het van belang te onderzoeken of er in ons land een therapeutisch beleid bestaat dan wel gecreëerd moet worden dat de klassieke gevangenisstraffen doeltreffend aanvult. Anderzijds is het voor eenieder duidelijk dat seksueel misbruikte kinderen niet alleen al te vaak levenslange psychische letsels overhouden, maar ook nog het gemakkelijke slachtoffer zijn van aids of van andere seksueel overdraagbare ziekten. Het medische aspect is dus een niet te verwaarlozen onderdeel van de onderzoeksopdracht van de commissie.

De doelstellingen van de commissie moeten duidelijk worden afgebakend; voor het overige wordt ze samengesteld en werkt ze op de gebruikelijke wijze. Daar haar onderzoeksterrein betrekking heeft op de rampzalige toestand waarin sommige minderjarigen verkeren, wordt het principe gehuldigd dat de werkzaamheden van de onderzoekscommissie achter gesloten deuren plaatshebben, tenzij de commissie uitdrukkelijk anders beslist.

*
* *

VOORSTEL

Artikel 1

Er wordt een onderzoekscommissie ingesteld die tot taak heeft aanbevelingen te formuleren met het oog op de uitbouw van een algemeen structureel beleid waarmee de seksuele uitbuiting van minderjarigen effectief bestreden kan worden.

A cette fin, la commission étudie les diverses formes que peut revêtir, dans notre pays, l'exploitation sexuelle des mineurs d'âge; elle s'efforce d'en mesurer l'ampleur exacte, d'en déterminer les causes et d'en décrire les effets et conséquences sur le plan humain et social, tant individuel que collectif.

La commission étudie les moyens de lutte existants ou à créer, dans les domaines policier, judiciaire, médical et législatif.

Art. 2

La commission est composée de onze membres désignés conformément à la règle qui régit la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Art. 3

La commission est investie de tous les pouvoirs prévus par l'article 40 de la Constitution et par la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.

Art. 4

La commission fait rapport dans l'année de son installation.

Art. 5

Les réunions de la commission se tiennent à huis clos, sauf décision expresse contraire de ses membres.

Jacqueline HERZET.
Alex ARTS.
Jeannine LEDUC.
Jean-François VAES.
Jan LOONES.
Claude DESMEDT.
Michel FORET.
Lydia MAXIMUS.

Daartoe bestudeert de commissie de verschillende vormen die de seksuele uitbuiting van minderjarigen in ons land kan aannemen. Zij poogt de juiste omvang van het fenomeen te meten, de oorzaken ervan te bepalen en zowel de individuele als collectieve gevolgen op menselijk en maatschappelijk vlak te beschrijven.

De commissie bestudeert welke bestaande of nog te creëren middelen kunnen worden ingezet op politieel, gerechtelijk, medisch en wetgevend gebied.

Art. 2

De commissie bestaat uit elf leden aangewezen volgens de regel van de evenredige vertegenwoordiging van de fracties.

Art. 3

De commissie heeft alle bevoegdheden bepaald in artikel 40 van de Grondwet en in de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek.

Art. 4

De commissie brengt verslag uit binnen het jaar van haar installatie.

Art. 5

De commissie vergadert met gesloten deuren tenzij haar leden uitdrukkelijk anders beslissen.